



Règlement intérieur activités universitaires et formation continue

1. PREAMBULE

Le Centre Universitaire Catholique De Bourgogne (CUCDB) reçoit des publics qui s'orientent vers le secteur éducatif et informatique.

Il constitue un outil d'intégration sociale et professionnelle.

Il est situé 69, Avenue Aristide Briand – 21000 DIJON et est un Centre Associé à l'Université Catholique de Lyon.

Le présent règlement intérieur a vocation à préciser certaines dispositions dans le but de permettre un fonctionnement régulier des formations proposées. Pour les dispositions propres à chaque département, chacun se réfèrera aux documents spécifiques.

2. DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Dispositions générales

Conformément aux articles L 920-5-1 et suivants et R 922-1 et suivants du code de travail, le présent règlement intérieur a pour objet de définir les règles générales et permanentes et de préciser la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité ainsi que les règles relatives à la discipline, notamment les sanctions applicables aux étudiants et stagiaires et les droits de ceux-ci en cas de sanction.

3- CHAMP D APPLICATION

Article 2 : Personnes concernées

Le présent règlement s'applique à tous les étudiants et stagiaires inscrits à une session de formation dispensée par le Centre Universitaire Catholique De Bourgogne et ce, pour toute la durée de la formation suivie. Chaque étudiant et stagiaire est considéré comme ayant accepté les termes du présent règlement lorsqu'il suit une formation dispensée par le Centre Universitaire Catholique De Bourgogne et accepte que des mesures soient prises à son égard en cas d'inobservation de ce dernier.

Article 3 : Lieu de formation

La formation a lieu au Centre Universitaire Catholique De Bourgogne et/ou à l'antenne de BESANCON ou dans tout établissement scolaire de la région Bourgogne/Franche-Comté. Les dispositions du présent règlement sont applicables au siège, aux antennes et dans tout local ou espace accessoire dépendant du CUCDB.

4- HYGIENE ET SECURITE

Article 4 : Règles générales d'hygiène et de sécurité

Chaque étudiant et stagiaire doivent veiller à sa sécurité personnelle et à celle des autres en respectant, en fonction de sa formation, les consignes générales et particulières de sécurité en vigueur sur les lieux de stage et de formation, ainsi qu'en matière d'hygiène.

Toutefois, conformément à l'article R.6352-1 du Code du Travail, lorsque la formation se déroule dans une entreprise ou un établissement déjà doté d'un règlement intérieur, les mesures d'hygiène et de sécurité applicables aux stagiaires sont celles de ce dernier règlement.

Par ailleurs, les étudiants ou stagiaires envoyés en entreprise dans le cadre d'une formation, sont tenus de se conformer aux mesures d'hygiène et de sécurité fixées par le règlement intérieur de l'entreprise.

Le refus de se soumettre aux prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité, pourra entraîner une mise à pied provisoire, outre l'une des sanctions prévues à l'article 20 du présent règlement.

Il en est de même en cas de violation caractérisée, d'une règle élémentaire de sécurité.

Article 5 : Boissons alcoolisées

Il est interdit de pénétrer ou de séjourner en état d'ivresse dans l'organisme ainsi que d'y introduire des boissons alcoolisées.

Article 6 : Interdiction de fumer

En application du décret n° 2006-1386 du 15 novembre 2006 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif, il est interdit de fumer dans les salles de cours, ainsi qu'à l'intérieur de la totalité des locaux du CUCDB.

Article 7 : Maintien en bon état du matériel

Chaque étudiant et stagiaire ont l'obligation de conserver en bon état le matériel qui lui est confié en vue de sa formation. Ils sont tenus d'utiliser le matériel conformément à son objet : l'utilisation du matériel à d'autres fins, notamment personnelles, est interdite.

Suivant la formation suivie, les étudiant(e)s et stagiaires peuvent être tenus de consacrer le temps nécessaire à l'entretien ou au nettoyage du matériel.

Les matériels spécifiques (visio conférence notamment) ne doivent être utilisés qu'en présence d'un formateur et sous surveillance.

Article 8 : Accès au poste de distribution des boissons et lieux de restauration

Les étudiant(e)s et stagiaires auront accès, au moment des pauses fixées, aux postes de distribution de boissons non alcoolisées, fraîches ou chaudes.

L'accès aux lieux de restauration et cafeteria, n'est autorisé que pendant les heures de pauses fixées par la Direction. Il est interdit, sauf autorisation spéciale, donnée par le Directeur Administratif, de prendre ses repas dans les salles où se déroulent les cours.

Article 9 : Consignes d'incendie

Conformément aux articles R. 232-12-17 et suivants du code du travail, les consignes d'incendie et, notamment, un plan de localisation des extincteurs et des issues de secours sont affichés dans les locaux de formation de manière à être connues de tous les stagiaires.

Tout stagiaire ou étudiant est tenu d'utiliser tous les moyens de protection individuels et collectifs mis à sa disposition pour éviter les accidents et de respecter strictement les consignes particulières données à cet effet.

Article 10 : Accident

Tout accident ou incident survenu à l'occasion ou en cours de formation doit être immédiatement déclaré par le stagiaire ou étudiant accidenté ou les personnes témoins de l'accident, au responsable de l'organisme.

Conformément à l'article R 6342-3 du Code du Travail, l'accident survenu à l'étudiant ou au stagiaire pendant qu'il se trouve dans l'organisme de formation ou pendant qu'il s'y rend ou en revient, fait l'objet d'une déclaration par le responsable du centre de formation auprès de la caisse de sécurité sociale.

Article 11 : Vols et dommages aux biens

Les stagiaires et étudiants sont responsables de leurs effets personnels et le CUCDB décline toute responsabilité pour les vols ou dommages aux biens pouvant survenir durant les études et/ou le stage de formation.

L'organisme décline toute responsabilité en cas de perte, vol ou détérioration des objets personnels de toute natures déposés par les étudiants et stagiaires dans son enceinte.

Article 12 : Stages pratiques et séquences en entreprise

Chaque stage donne lieu à la signature d'une convention entre l'entreprise d'accueil, l'établissement et le stagiaire. Le stagiaire doit s'y conformer strictement (voir dispositions particulières de chaque département).

Le stagiaire ou étudiant devra être assuré pour ses déplacements professionnels.

Pendant la durée du stage pratique, l'étudiant ou le stagiaire continue à dépendre du CUCDB. Il sera néanmoins soumis au règlement intérieur de l'entreprise qui l'accueille.

5- DISCIPLINE

Article 13 : Horaires - Absence et retards

Les horaires de cours, stages et visites de stage, sont fixés par la Direction de chaque département et portés à la connaissance des étudiants et stagiaires soit par voie d'affichage ou plateforme informatique, soit à l'occasion de la remise aux étudiants et stagiaires du programme de stage. Les étudiant(e)s et stagiaires sont tenus de respecter ces horaires de formation ou de stage sous peine de l'application des dispositions suivantes :

- En cas d'absence ou de retard au stage ou au cours, les étudiants ou stagiaires doivent avertir le formateur ou le secrétariat de l'organisme qui a en charge la formation et s'en justifier. Par ailleurs, les étudiants ou les stagiaires ne peuvent s'absenter pendant les heures de stage ou de cours, sauf circonstances exceptionnelles précisées par la Direction du département ou le responsable de l'organisme de formation.
- Lorsque les stagiaires ou étudiants sont des salariés en formation dans le cadre du plan de formation, l'organisme doit informer préalablement l'entreprise de leurs absences. Toute absence ou retard non justifié par des circonstances particulières constitue une faute passible de sanctions disciplinaires.
- En outre, pour les stagiaires ou étudiants demandeurs d'emploi rémunérés par l'État ou une région, les absences non justifiées entraîneront, en application de l'article R 6341-45 du Code du Travail, une retenue de rémunération proportionnelle à la durée des dites absences.

Par ailleurs, les étudiants et stagiaires sont tenus de remplir ou signer obligatoirement et régulièrement, au fur et à mesure du déroulement de l'action de formation, la feuille d'émargement et/ou l'attestation de présence, et en fin de stage le bilan de formation ainsi que l'attestation de suivi de stage.

Le Centre Universitaire Catholique De Bourgogne est déchargé de toute responsabilité en cas d'absence non autorisée ou non justifiée.

Article 14 : Tenue et comportement

Les étudiants et stagiaires sont invités à se présenter à l'organisme en tenue décente et à avoir un comportement correct (attitude, langage, tenue) à l'égard de toute personne présente, vivant et travaillant dans l'enceinte de l'organisme (étudiants, stagiaires, personnel administratif, personnel d'entretien et de service, formateurs, responsables, visiteurs...).

Chacun doit veiller à la bonne conservation du matériel et des locaux communs, par le respect des règles de sécurité, de propreté, d'hygiène et d'économie qui sont édictées pour tous.

C'est en particulier pour ces raisons qu'il est demandé à chacun :

- de ne pas détenir et utiliser des substances illicites.
- de ne pas introduire d'armes dans l'enceinte du Centre de Formation et à ses abords,
- de ne pas jeter de papiers ou détritrus en dehors des corbeilles ou récipients disposés à cet effet, à l'intérieur ou à l'extérieur des locaux.

Tout manquement grave aux règles de vie en commun ou au respect d'autrui peut faire l'objet d'une sanction disciplinaire prononcée par le Conseil de Discipline.

Le Directeur du Centre de Formation peut, s'il le juge nécessaire, prendre des mesures conservatoires. Le mobilier et le matériel du Centre de Formation sont placés sous la responsabilité de tous et ne peuvent être déplacés sans l'autorisation d'un responsable. Toute détérioration pourra faire l'objet d'une réparation à la charge du responsable du dommage.

Article 15 : Accès à l'Organisme

Sauf autorisation expresse de la Direction ou du responsable de l'organisme de formation, les étudiants et stagiaires ayant accès à l'organisme pour suivre leur stage ne peuvent :

- Y entrer ou y demeurer à d'autres fins,
- Y introduire, faire introduire ou faciliter l'introduction de personnes étrangères à l'organisme, ni de marchandises destinées à être vendues au personnel ou aux étudiants et stagiaires.

Article 16 : Information et affichage

La circulation de l'information se fait par l'affichage sur les panneaux prévus à cet effet ou par le biais du site Internet. La publicité commerciale, la propagande politique, syndicale ou religieuse sont interdites dans l'enceinte de l'organisme.

Article 17 : Durée et horaires de formation

Les horaires sont remis aux stagiaires et étudiants lors de leur entrée au CUCDB.

Les stagiaires et étudiants sauf autorisation expresse demandée auprès de la direction, ne sont pas autorisés à rester dans les locaux en dehors des horaires d'ouverture du CUCDB au public.

Horaires : de 8h00 à 19h30

Article 18 : Documentation pédagogique

La documentation pédagogique remise lors des sessions de formation est protégée au titre des droits d'auteur et ne peut être réutilisée autrement que pour un strict usage personnel.

Article 19 : Sanctions disciplinaires

Selon le cursus suivi par l'étudiant ou le stagiaire, le présent article s'appuiera sur le code du travail, le code de l'éducation ou les règlements spécifiques des universités de rattachement (notamment dans le cadre de conventions).

Tout manquement du stagiaire ou de l'étudiant à l'une des prescriptions du présent règlement intérieur ou des prérogatives de formation (voir règlement particulier de chaque formation) pourra faire l'objet d'une sanction.

Constitue une sanction toute mesure, autre que les observations verbales, prises par le responsable de l'organisme de formation ou son représentant, à la suite d'un agissement du stagiaire ou de l'étudiant considéré par lui comme fautif, que cette mesure soit de nature à affecter immédiatement ou non la présence de l'intéressé dans le stage ou à mettre en cause la continuité de la formation qu'il reçoit.

Selon la gravité du manquement constaté, la sanction pourra consister :

- Soit en un avertissement ;
- Soit un rappel à l'ordre ;
- Soit en un blâme ;
- Soit en une mesure d'exclusion temporaire (d'une durée maximale de 3 jours consécutifs) ;
- Soit en une mesure d'exclusion définitive ;

Les amendes ou autres sanctions pécuniaires sont interdites.

Le responsable de l'organisme de formation doit informer de la sanction prise, par écrit :

- L'employeur, lorsque le stagiaire est un salarié bénéficiant d'un stage dans le cadre du plan de formation en entreprise ;
- L'employeur et l'organisme paritaire qui a pris à sa charge les dépenses de la formation, lorsque le stagiaire est un salarié bénéficiant d'un stage dans le cadre d'un congé de formation.

Article 20 : Procédure disciplinaire

Aucune sanction ne peut être infligée à l'étudiant ou au stagiaire sans que celui-ci ait été informé au préalable des griefs retenus contre lui.

Lorsque le responsable de l'organisme de formation ou son représentant envisage de prendre une sanction qui a une incidence, immédiate ou non, sur la présence d'un stagiaire ou d'un étudiant dans une formation, il est procédé ainsi qu'il suit :

- Le responsable de l'organisme de formation ou son représentant convoque l'étudiant ou le stagiaire au Conseil de Discipline, en lui indiquant l'objet de cette convocation.
- Cette convocation précise la date, l'heure et le lieu de l'entretien ainsi que la possibilité pour l'étudiant de se faire assister par une personne de son choix, étudiant, stagiaire ou salarié de l'organisme de formation.
- Après avoir entendu l'intéressé, le Conseil de Discipline délibère et arrête la décision de sanction. La sanction ne peut intervenir moins d'un jour franc ni plus de quinze jours après l'entretien ou, le cas échéant, après la tenue du Conseil. Elle fait l'objet d'une décision écrite et motivée, notifiée à l'étudiant ou au stagiaire sous la forme d'une lettre qui lui est remise contre décharge ou d'une lettre recommandée.

Article 21 : Composition et compétences du Conseil de Discipline

Le Conseil de Discipline est composé :

- Du Directeur Général du CUCDB
- Du Directeur du Département concerné ou son représentant
- D'un représentant des étudiants (délégué de promotion)
- Du/des formateur(s) demandant la sanction

6- REPRESENTATION DES STAGIAIRES ET ETUDIANTS

Article 22 : représentation des étudiants et stagiaires

Dans les stages d'une durée supérieure à 300 heures, il est procédé simultanément à l'élection d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant au scrutin uninominal à deux tours, selon les modalités suivantes.

- Tous les stagiaires et étudiants sont électeurs et éligibles. Le scrutin a lieu, pendant les heures de la formation.
- Le responsable du département de formation ou son représentant a à sa charge l'organisation du scrutin, dont il assure le bon déroulement.
- Les délégués sont élus pour la durée de la formation. Leurs fonctions prennent fin lorsqu'ils cessent, pour quelque cause que ce soit, de participer à la formation. Si le délégué titulaire et le délégué suppléant ont cessé leurs fonctions avant la fin du stage, il est procédé à une nouvelle élection.

Les délégués font toute suggestion pour améliorer le déroulement des stages et les conditions de vie des étudiants et stagiaires dans l'organisme de formation. Ils présentent toutes les réclamations individuelles ou collectives relatives à ces matières, aux conditions d'hygiène et de sécurité et à l'application du règlement intérieur. Ils ont qualité pour faire connaître au conseil de vie étudiante, lors de sa réunion, les observations des étudiants et stagiaires sur les questions relevant de la compétence de ce conseil.

Article 23 : Conseil de vie étudiante

Le Conseil de Vie Etudiante est saisi pour avis des questions relatives à l'organisation et au fonctionnement du Centre de Formation. Lui sont notamment soumis à ce titre :

- l'organisation de la « vie » au sein de l'établissement
- les temps communs

Il se réunit à minima 2 fois par année universitaire.

Le Conseil de Vie Etudiante se compose des membres suivants :

- le Directeur du Centre de Formation et son adjoint
- les responsables des départements de formation
- les délégués mentionnés à l'article 22

Article 24 : Conseil de Perfectionnement

Le Conseil de Perfectionnement est saisi pour avis des questions relatives à l'organisation des études et des programmes pédagogiques des départements de formation. Lui sont notamment soumis à ce titre :

- l'organisation et le déroulement des formations,
- les programmes
- les temps de formation et de regroupement communs aux différentes formations

Il est composé :

- des représentants des étudiants de chaque formation
- des directeurs des départements de formation
- de représentants du monde professionnel
- des représentants des formateurs
- du représentant de l'Organisme de Gestion

7- ENTREE EN VIGUEUR

Article 26 : Entrée en application

Le présent règlement intérieur entre en application à compter du : 1^{er} août 2017

UTILISATION ET PROTECTION DES DONNEES

Le CUCDB utilise vos données tout au long de votre présence en formation pour vous faire parvenir les informations nécessaires à votre formation.

Les données personnelles présentes dans ce dossier sont traitées informatiquement (stockées sur nos serveurs) et sont nécessaires pour les besoins de votre formation. Elles peuvent être transmises aux Universités, aux autorités académiques, aux autorités ministérielles et partenaires pédagogiques à des fins académiques, d'enquête et de recensement.

Vos données personnelles sont conservées pendant 50 ans sauf opposition de votre part par demande d'exercice de votre droit de suppression par écrit à secretariat@cucdb.fr.

Sauf opposition de votre part, nous conserverons vos nom, prénom, adresse postale et adresse email à une fin « d'archive des anciens », sur une base de données chiffrée.

Conformément à la loi « *informatique et libertés* » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de vos données ou encore de limitation du traitement.

Vous pouvez, sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, exercer vos droits en contactant secretariat@cucdb.fr.

Précision du Point n°4, article 5 du Règlement intérieur des activités universitaires et formation continue

Règlement intérieur relatif à la consommation d'alcool dans les locaux et enceintes de l'Université.

Préambule :

Références du cadre légal : Décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique, - Articles R4228-19 et suivants du code du travail.

§1 Principe général d'interdiction de consommation d'alcool

L'introduction, la vente, la distribution, le stockage et la consommation de toutes boissons contenant de l'alcool sont interdits au CUCDB en tout temps et en tout lieu de travail, sous réserve des alinéas 2 et 3.

§2 Dérogation partielle à l'occasion des repas

L'introduction et la consommation de vin, de bière, de cidre et de poiré sont tolérées pendant les heures affectées à la prise des repas, dans la limite d'un quart de litre par personne, uniquement dans les locaux aménagés par l'employeur en lieux de restauration ou définis comme tels par le directeur général. En cas d'abus ou de non-respect du règlement, l'autorisation de consommer de l'alcool dans ces locaux pourra être retirée sans délai (pour rappel : stockage interdit).

§3 Dérogation sous conditions à l'occasion de "pots"

L'introduction et la consommation de vin (y compris les vins pétillants), de bière, de cidre et de poiré peut également être admises, à titre exceptionnel, lors de manifestations autorisées par le directeur général comme à l'occasion de la nouvelle année, d'un départ, d'un événement marquant du CUCDB ou d'une soirée étudiante ... Le demandeur de la manifestation a la responsabilité de l'organisation du pot et de son bon déroulement. Il s'engage à demander l'autorisation en amont au directeur général et à respecter les modalités fixées dans ce cadre (limiter la quantité de boisson contenant de l'alcool, offrir une quantité égale de boissons sans alcool et avec alcool, ne pas stocker l'alcool au CUCDB après le pot, prévoir obligatoirement une collation, respecter la durée fixée avec le directeur général). Chaque consommateur doit veiller à ne pas dépasser le taux d'alcoolémie légal et à ne pas servir les personnes en état d'ébriété manifeste et à signaler ces personnes aux responsables hiérarchiques présents, ainsi qu'à dissuader les personnes en état d'ébriété de prendre le volant.

§4 Etat d'ivresse

L'ivresse et la consommation de produits stupéfiants sont interdites dans les locaux et enceintes du CUCDB. Il est interdit de laisser à son poste de travail tout salarié, quel que soit son grade, en état d'ivresse manifeste ou présentant un danger pour sa sécurité ou celle d'autrui du fait d'une imprégnation alcoolique présumée. Un état d'ivresse est suspecté lorsque plusieurs signes sont constatés tels que troubles de l'élocution, de l'équilibre, du comportement (excitation ou prostration), refus des règles de sécurité, odeur spécifique de l'haleine alcoolisée.

§5 le constat de l'état d'ébriété :

Le supérieur hiérarchique rappelle à l'enseignant ou à l'étudiant l'interdiction légale de présenter un état d'ivresse sur le lieu de travail et l'informe qu'il ne lui semble pas apte à occuper son poste. Si l'agent conteste son état d'imprégnation alcoolique, mention en est portée sur une fiche de constat.

§6 le contrôle de l'état d'alcoolémie :

Tout salarié en état d'ébriété apparent ou suspecté, pourra être soumis, si nécessaire, à un contrôle d'alcoolémie par alcootest dans les conditions ci-dessous. Ces contrôles sont réalisés dans le but d'assurer la sécurité des salariés présents sur le site. En cas de refus du salarié, mention est portée sur la fiche de constat. Un alcootest peut être pratiqué par le supérieur hiérarchique ou un responsable dûment mandaté par le directeur général. Le salarié est informé de la possibilité qu'une tierce personne soit présente lors de l'alcootest et de la possibilité de procéder à une contre-expertise.

§7 Procédure de raccompagnement

7.1 Salariés

Lorsque l'interdiction d'occuper son poste de travail est prononcée par un responsable à l'encontre d'un salarié en état d'ébriété ou supposé comme tel, en fonction de la situation :

- Si un membre de l'entourage personnel est en mesure de veiller sur lui, l'agent est raccompagné à son domicile par cette personne ou par une ambulance ;
- Si nécessaire l'ambulance sera chargée de conduire l'agent au service des urgences du centre hospitalier le plus proche.

7.2 Usagers

Lorsque qu'un étudiant est en état d'ébriété ou supposé comme tel, en fonction de la situation :

- Si un membre de l'entourage personnel est en mesure de veiller sur lui, l'étudiant est raccompagné à son domicile par cette personne ou par une ambulance ;
- Si nécessaire l'ambulance sera chargée de conduire l'étudiant au service des urgences du centre hospitalier le plus proche.

§8 Le retour au travail

Le retour au travail après le constat d'un état d'ébriété doit être précédé d'un entretien hiérarchique avec le directeur général.

Règlement intérieur activités universitaires et formation continue

Bordereau de remise

Je soussigné, confirme avoir reçu le règlement intérieur des activités universitaires et formation continue du CUCDB dans lequel je suis étudiant/stagiaire.

A Dijon,

Le.....

L'étudiant / stagiaire :